

Situation financière des hôpitaux : le calme avant la tempête

Les résultats de l'étude MAHA sur la santé financière des hôpitaux réalisée par Belfius montrent cette année une apparente stabilité mais une stabilité dans sa médiocrité. Le résultat courant est en déficit de -42 millions d'euros. S'il ne s'aggrave pas, c'est essentiellement grâce à la normalisation des coûts de l'énergie. En réalité, il s'agit du calme avant la tempête. Les économies en soins de santé annoncées, près d'un milliard dès 2026, et d'autres mesures à venir, auront un impact direct sur le secteur hospitalier. Les hôpitaux bruxellois risquent de supporter de manière disproportionnée la pression financière.

Derrière chaque déficit, des visages et des choix impossibles

Un déficit hospitalier n'est pas une abstraction comptable. Derrière chaque ligne rouge se trouvent des patients, des équipes, des choix impossibles. Ce sont des temps d'attente qui s'allongent, lorsqu'un patient appelle un infirmier ou lorsqu'il tente d'obtenir un rendez-vous en consultation. C'est l'achat d'un nouveau matériel médical reporté, un membre du personnel malade qui ne peut pas être remplacé, une pression croissante pour raccourcir les séjours. La santé financière des institutions conditionne directement l'accès, la qualité et la sécurité des soins. Chaque euro manquant finit par se traduire dans le réel, au détriment des patients. Et même si cela semble subtil aujourd'hui, cela annonce demain des réorganisations plus profondes, avec un impact encore plus tangible pour les patients et pour ceux qui les soignent.

Un écosystème bruxellois unique, structurellement sous pression

Le modèle hospitalier bruxellois se caractérise par une patientèle plus précaire et par des missions de soins structurellement plus lourdes dans les centres d'expertise. À cela s'ajoute un facteur structurel majeur : le poids des pensions statutaires qui pèse durablement sur la viabilité financière des institutions hospitalières publiques. Résultat : alors que la Belgique affiche un résultat courant de -0,2 % du chiffre d'affaires, Bruxelles affiche -1.89 %.

Nos demandes pour garantir un avenir serein aux hôpitaux :

Face à ces constats, nous appelons les autorités à prendre des mesures claires et cohérentes :

- **Mettre le secteur des soins de santé à l'abri dans les décisions de fin d'année :** L'augmentation de la TVA et toute intervention sur la norme de croissance auraient des effets immédiats et dramatiques.
- **Garantir un cadre budgétaire pluriannuel :** Le secteur consent un effort considérable en 2026 et n'a aujourd'hui aucune visibilité pour la suite.

- **Engager une réorganisation fondamentale** : les besoins augmentent, les moyens diminuent. Il est indispensable de réformer l'organisation du paysage hospitalier, de lever les obstacles juridiques et financiers à la fusion et de financer réellement le coût de cette transformation. La réforme du financement doit mener à une couverture réelle des coûts hospitaliers et intégrer le profil social des patients.
- **Résoudre les problèmes exogènes qui paralysent les hôpitaux, notamment celui des pensions statutaires.**

Un gouvernement bruxellois fort pour soutenir les transformations nécessaires

Enfin, nous appelons les politiques à former un gouvernement bruxellois rapidement. La région bruxelloise a besoin d'un interlocuteur politique fort, capable de porter et d'orchestrer la mise en œuvre des réformes indispensables. Le secteur hospitalier bruxellois prend ses responsabilités. La politique doit désormais prendre la sienne.

Contact presse :

Ariane van de Werve – +32 486 17 33 26 – ariane.vandewerve@GIBBIS.be

GIBBIS (www.GIBBIS.be) est la fédération patronale pluraliste des secteurs public et privé associatif des institutions de soins à Bruxelles. Elle représente plus de 70 institutions membres (hôpitaux, institutions psychiatriques et maisons de repos), réparties sur plus de 80 sites à Bruxelles et couvrant les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale.